

LIMOGES-METROPOLE

CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE MAISON ROUGE A BONNAC-LA-COTE



DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE



PIÈCE **B.1**

Dossier de demande de Permis de construire

Maître d'ouvrage : SAS Parc Solaire de Maison Rouge

PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Pièces administratives	5
Formulaire de demande de permis de construire	5
Courrier insertion de l'enquête publique dans la procédure de permis de construire d'une centrale photovoltaïque à Bonnac-la-Côte	5
PC - Plans de Permis de Construire	17
PC1.1- Plan de situation du terrain	18
PC1.2- Cadastre / Urbanisme	19
PC2.1- Plan de masse existant	20
PC2.2- Plan de masse projeté	21
PC3.3- Coupes du terrain	22
PC5.1- Structure des Tables	23
PC5.2- Façades Local PV/PDL/PTR	24
PC6.1- Insertions paysagères Vue proche	25
PC6.2- Insertions paysagères Vue intermédiaire	26
PC6.3- Insertions paysagères Vue lointaine	27
PC7- Photographies vue proche	28
PC8- Photographies vue lointaine	29
PC4 - Notice descriptive	31
PC11 - Etude d'impact et résumé non technique (voir documents joints)	41

PIÈCES ADMINISTRATIVES

Formulaire de demande de permis de construire

Courrier insertion de l'enquête publique dans la procédure de permis de construire d'une centrale photovoltaïque à Bonnac-la-Côte



Demande de

Permis d'aménager

comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions

Permis de construire

comprenant ou non des démolitions

1/18



Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs,...).
- Vous réalisez une nouvelle construction.
- Vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- Votre projet comprend des démolitions.
- Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- à l'Architecte des Bâtiments de France
- au Directeur du Parc National
- au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 - Identité du demandeur

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2^{ème}, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier Madame Monsieur

Nom : _____ Prénom : _____

Date et lieu de naissance

Date : _____ Commune : _____

Département : _____ Pays : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Raison sociale : SAS

N° SIRET : 818260773200014 Type de société (SA, SCI,...) : SAS

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom : BRUNEL Prénom : Arnaud

2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 173-175 Voie : Rue de Bercy

Lieu-dit : Tour Lyon Bercy Localité : PARIS

Code postal : 75012 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame Monsieur Personne morale

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : SARL IRISOLARIS

Adresse : Numéro : 1200 Voie : Avenue Ollivier Perroy

Lieu-dit : Bat F Localité : ROUSSET

Code postal : 13790 BP : _____ Cedex : _____

Si cette personne habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____ urbanisme@irisolaris.com

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3 - Le terrain**3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)**

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : _____ Voie : AVENUE DU CHENE VERT

Lieu-dit : Les Prés Localité : BONNAC LA COTE

Code postal : 87270 BP : _____ Cedex : _____

Références cadastrales¹ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 9)

Préfixe : 000 Section : AR Numéro : 159

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 54 727 m²

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain

Partenarial (P.U.P) ? Oui Non Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? Oui Non Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations : _____

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction)

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)**Quel que soit le secteur de la commune**

- Lotissement
- Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- Terrain de camping
- Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- Aménagement d'un golf
- Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
 - Contenance (nombre d'unités) : _____
- Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
 - Superficie (en m²) : _____
 - Profondeur (pour les affouillements) : _____
 - Hauteur (pour les exhaussements) : _____
- Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé¹ :

- Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques¹ :

- Création d'une voie
- Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle¹ :

- Création d'un espace public

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) : _____

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : _____

Surface de plancher maximale envisagée (en m²) : _____

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ? Oui Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

Consignation en compte bloqué ou Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? Oui Non

4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs : _____

Nombre maximal de personnes accueillies : _____

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL : _____

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) : _____

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? Oui Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 - À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 - Architecte

Vous avez eu recours à un architecte : Oui Non

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : AMADEI Prénom : Crystel

Numéro : 5 Voie : Avenue du Pont

Lieu-dit : Localité : PEYPIN

Code postal : 13124 BP : Cedex :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : 041013

Conseil Régional de : PACA

Téléphone : 0776177411 ou Télécopie : ou

Adresse électronique : amadeic@hotmail.com

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :

Cachet de l'architecte :

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous² :

Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 - Nature du projet envisagé

- Nouvelle construction
- Travaux sur construction existante

Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

La construction objet de la présente demande de permis de construire porte sur un parc au sol photovoltaïque. Le projet présenté concerne la réalisation d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie solaire, pour une production d'environ 4 GWh/an.

L'implantation de ce type de centrale comprend :

- l'installation de panneaux photovoltaïques posés au sol : ici 112 tables de 48 ou 72 panneaux,
- l'installation de locaux techniques représentant les seuls bâtiments construits : pour ce projet, un seul poste de livraison /transformation de 24 m².

La centrale sera clôturée en pourtour par un grillage acier soudé vert sur 2.50 m de hauteur , avec portail sur l'accès à l'est.

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : AUCUN

² Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

5.3 - Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : 0 dont individuels : dont collectifs :

• Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

• Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) Vente Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine Garage Véranda Abri de jardin

Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées Résidence pour étudiants Résidence de tourisme

Résidence hôtelière à vocation sociale Résidence sociale Résidence pour personnes handicapées

Autres, précisez :

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension Surélévation Création de niveaux supplémentaires

• Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt

collectif : Transport Enseignement et recherche Action sociale

Ouvrage spécial Santé Culture et loisir

5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

Destinations	surfaces de plancher ³ en m ²					
	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁴ (B)	Surface créée par changement de destination ⁵ (C)	Surface supprimée ⁶ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁵ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ⁷						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif		24				
Surfaces totales (m ²)		24				24

³ Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

⁴ Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

⁵ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

⁶ Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

⁷ L'activité d'artisan est définie par la loi n°96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).

Destinations ⁴	Sous-destinations ⁵	Surface de plancher ³ en m ²					Surface totale = (A)+(B)+(C)-(D)-(E)
		Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁶ (B)	Surface créée par changement de destination ⁷ ou de sous-destination ⁸ (C)	Surface supprimée ⁹ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁷ ou de sous-destination ⁸ (E)	
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Equipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m²)							

3 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

5 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

6 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

8 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

9 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.7 - Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : Après réalisation du projet :

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement : _____

Nombre de places : _____

Surface totale affectée au stationnement : _____ m², dont surface bâtie : _____ m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : _____

6 - À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits : _____

- Démolition totale
 Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logement démolis :

7 - Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame Monsieur Personne morale

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : _____

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

8- Informations pour l'application d'une législation connexe**Indiquez si votre projet :**

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
- relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :*(informations complémentaires)*

- se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- se situe dans les abords d'un monument historique

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.⁸

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.



Signature du (des) demandeur(s)

À BONNAC LA COTELe : 29/06/2020**Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.****Vous devrez produire :**

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour permettre l'utilisation des informations nominatives comprises dans ce formulaire à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

⁸ Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Pour un permis d'aménager un lotissement :

En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Information à remplir par le professionnel sollicité:Vous êtes un : architecte paysagiste-concepteur

Nom : _____ Prénom : _____

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____ @ _____

Pour les architectes uniquement :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : _____

Conseil régional de : _____

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²) :



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)¹ ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [art. L.111-4-1 du code de la construction et de l'habitation]. Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un coeur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

¹ Se renseigner auprès de la mairie

² Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :

<input type="checkbox"/>	PC10-2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :

<input checked="" type="checkbox"/>	PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/>	PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :

<input checked="" type="checkbox"/>	PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-------------------------------------	---	--------------------------

Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:

<input type="checkbox"/>	PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :

<input type="checkbox"/>	PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :

<input type="checkbox"/>	PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet nécessite un agrément :

<input type="checkbox"/>	PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

<input type="checkbox"/>	PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :

<input type="checkbox"/>	PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique :

<input type="checkbox"/>	PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 111-20-1 et R. 111-20-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :

<input type="checkbox"/>	PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :

<input type="checkbox"/>	PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet fait l'objet d'une concertation :

<input type="checkbox"/>	PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:

<input type="checkbox"/>	PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :

<input type="checkbox"/>	PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :

<input type="checkbox"/>	PC 16-7. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/>	PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/>	PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :

<input type="checkbox"/>	PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :

<input type="checkbox"/>	PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

<input type="checkbox"/>	PC22. Un document prévu par l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite un défrichement :

<input type="checkbox"/>	PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :

<input type="checkbox"/>	PC25. Une justification du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU, si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet se situe dans un lotissement :

<input type="checkbox"/> PC28. Certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29. Certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22 -1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :

<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :

<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :

<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si le projet est soumis à la redevance bureaux :

<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :

<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :

<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :

<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
--	---------------

Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :

<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu aux articles R. 111-19-17 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
--	-------------------------------------

<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 111-19-17 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
---	-------------------------------------

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 111-4-1 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :

<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 111-1-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :

<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :

<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
---	---



ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes

lorsque le projet comporte des démolitions

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA
Dpt
Commune
Année
N° de dossier

1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être obligatoirement renseignées, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) :24.....m²

Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement :m²

Surface taxable démolie de la (ou des) construction(s) :m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Dont :				
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro (PTZ) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)				
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés			
Nombre total de logements créés				

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?

Oui Non Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante ?m²

Quel est le nombre de logements existants ?.....

Quelle est la surface taxable démolie ?.....m²

1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m ² (9)			
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes			
Locaux industriels et artisanaux ainsi que leurs annexes		24	
Maisons de santé mentionnées à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique			
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)			

Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)	0	
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)		
	Surfaces créées	
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)		

1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) :

Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine : m².

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs :

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m :

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : 15.800.. m².

1.4 – Redevance d'archéologie préventive :

Votre projet fait-il l'objet d'un (ou de) terrassement(s) ?
Oui Non

1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ? Oui Non

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui Non

2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)

Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez.
Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de densité (15) ? Oui Non
Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité, indiquez ici :
La superficie de votre unité foncière : m².
La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) : m².
La valeur du m² de terrain nu et libre : €/m².
Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m²) (17) : m².
Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa date :

3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si votre terrain est un lot de lotissement :	
<input type="checkbox"/> F1. Le certificat fourni par le lotisseur [Art. R. 442-11 2 ^e alinéa du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal :	
<input type="checkbox"/> F2. Le rescrit fiscal [article R. 331-23 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal relatif à la taxe d'aménagement ou à la redevance d'archéologie préventive	
<input type="checkbox"/> F3. Le rescrit fiscal [R. 331-11-1 du code de l'urbanisme et/ou R. 524-11 du code du patrimoine]	1 exemplaire par dossier

4 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si vous pensez bénéficier d'une exonération prévue à l'article L. 331-7 1 ^o du code de l'urbanisme, selon les cas :	
<input type="checkbox"/> F4. Le statut de l'établissement public (à caractère industriel et commercial ou administratif)	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F5. Les statuts de l'association et le justificatif de la gestion désintéressée au sens de l'article 206 1 bis 1 ^{er} alinéa du code général des impôts	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4 ^o (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F6. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6 ^o (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F7. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8 ^o du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F8. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F9. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/> F10. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

5 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Si à échéance de vos taxes vous n'habitez plus à l'adresse figurant sur la demande d'autorisation, merci de renseigner l'adresse d'envoi des titres de perception

Nouvelle adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

Date
29/06/2020

Nom et Signature du déclarant
BRUNEL Arnaud

Arnaud BRUNEL
Président




**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
Départementale des
Territoires**

Service Urbanisme habitat
Unité Application du droit des sols
Dossier suivi par : Lionel LAGARDE
Tél. : 05 55 12 95 11 – fax : 05 55 12 90 99
Courriel : lionel.lagarde@haute-vienne.gouv.fr

Le directeur

à

Monsieur le préfet
Direction de la légalité
Bureau des procédures environnementales et de
l'utilité publique

Objet : *Insertion de l'enquête publique dans la
procédure de permis de construire d'une
centrale photovoltaïque à Bonnac-la-Cote*

Limoges, le **20 MAI 2021**

Réf : PC 087 020 20 J5796

1. Procédure de permis de construire

Les constructions projetées concernent l'implantation d'un parc photovoltaïque d'une puissance totale de 2,8 MWc sur le territoire de la commune de Bonnac-la-Côte sur des parcelles situées au lieu-dit Le chêne vert. Compte tenu de ses caractéristiques, le projet est soumis à permis de construire en application du code de l'urbanisme (R.421-1 et suivants).

Le dossier de demande de permis de construire a fait l'objet d'une étude d'impact conformément au tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement (rubrique n° 30 - Ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire : installations au sol d'une puissance égale ou supérieure à 250 kWc), ainsi que d'un avis de l'autorité environnementale le 14 février 2021.

2. Enquête publique

Le dossier est soumis à enquête publique conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'environnement. Cette enquête est régie par les articles R.123-2 et suivants du même code.

3. Insertion de l'enquête publique dans la procédure de permis de construire

L'article R.423-57 du code de l'urbanisme prévoit, lorsque le permis est soumis à enquête publique et délivré au nom de l'État, que l'enquête publique est organisée par le préfet.

L'autorisation d'implantation sollicitée ne pourra être octroyée qu'après clôture de l'enquête publique dans le délai de deux mois après réception du rapport du commissaire enquêteur par vos services (articles R.423-20 et R.423-32 du code de l'urbanisme).

Il vous appartient d'informer le demandeur de la date de réception de ce rapport et de la substance des conclusions du commissaire enquêteur (article R.423-57 du code de l'urbanisme).

Le Pastel
22 rue des Pénitents Blancs CS 43217
87032 Limoges cedex 1
ddt@haute-vienne.gouv.fr

Le directeur,



Didier BORREL

PC - PLANS DE PERMIS DE CONSTRUIRE

- PC1.1- Plan de situation du terrain
- PC1.2- Cadastre / Urbanisme
- PC2.1- Plan de masse existant
- PC2.2- Plan de masse projeté
- PC3.3- Coupes du terrain
- PC5.1- Structure des Tables
- PC5.2- Façades Local PV/PDL/PTR
- PC6.1- Insertions paysagères Vue proche
- PC6.2- Insertions paysagères Vue intermédiaire
- PC6.3- Insertions paysagères Vue loitaine
- PC7- Photographies vue proche
- PC8- Photographies vue loitaine



DOSSIER DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DATE : 01/06/2020

OBJET DE L'OPERATION

REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE

MAITRE D'OUVRAGE :

SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE

M. Arnaud BRUNEL
 Tour Lyon Bercy
 173-175 Rue de Bercy
 75012 PARIS

Arnaud BRUNEL
 Président

ADRESSE DE L'OPERATION

Avenue du Chêne Vert
 87270 BONNAC LA COTE



1200 Avenue Olivier Perroy
 Bâtiment F
 13790 ROUSSET

ARCHITECTE :

Crystel AMADEI
 Ordre PACA n°041013013
 5 Avenue du Pont
 13124PEYPIN
 amadeic@hotmail.com
 07 76 17 74 11

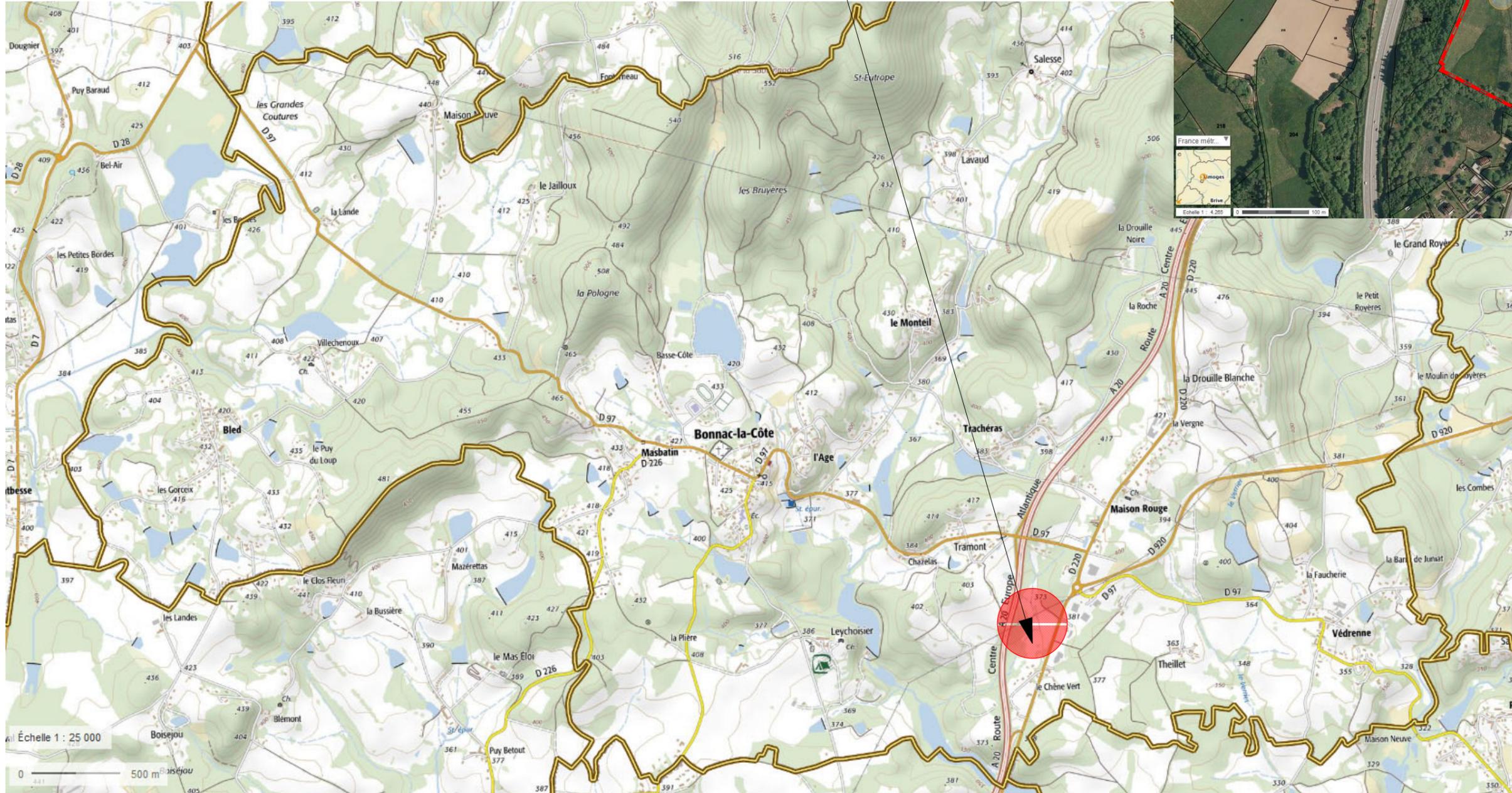
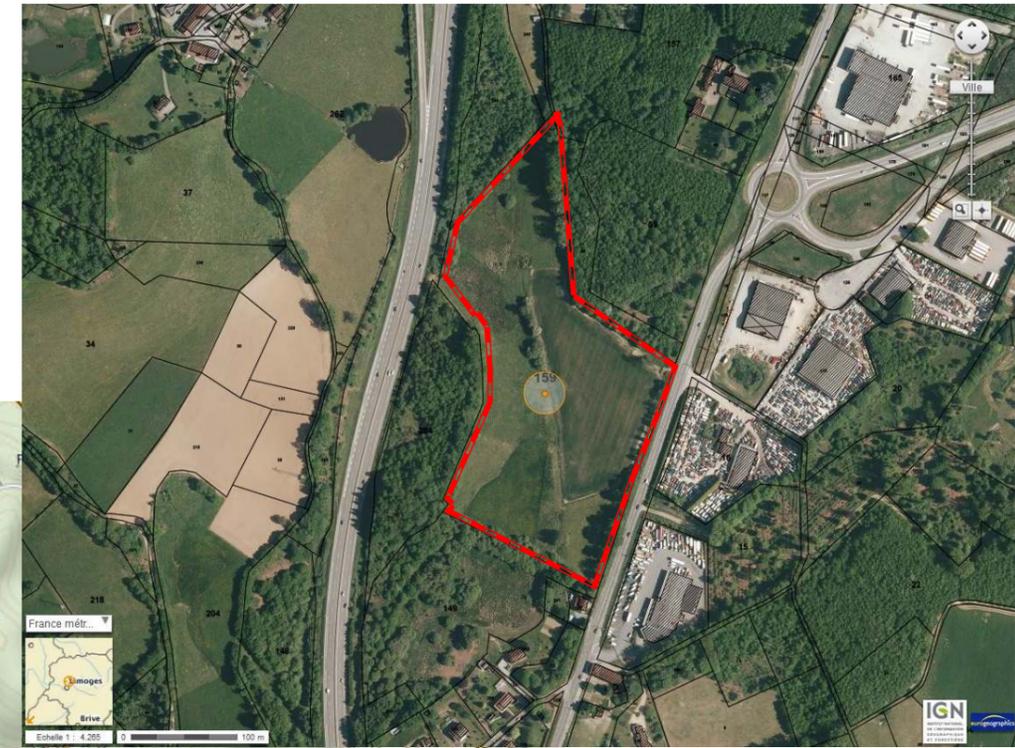
DESIGNATION DU DOCUMENT

page

PC1.1	Plan de situation du terrain	02
PC1.2	Cadastre / Urbanisme	03
PC2.1	Plan de masse existant	04
PC2.2	Plan de masse projeté	05
PC3.3	Coupes du terrain	06
PC5.1	Structure des Tables	07
PC5.2	Façades Local PV/PDL/PTR	08
PC6.1	Insertions paysagères Vue proche	09
PC6.2	Insertions paysagères Vue intermédiaire	10
PC6.3	Insertions paysagères Vue loitaine	11
PC7	Photographies vue proche	12
PC8	Photographies vue loitaine	13



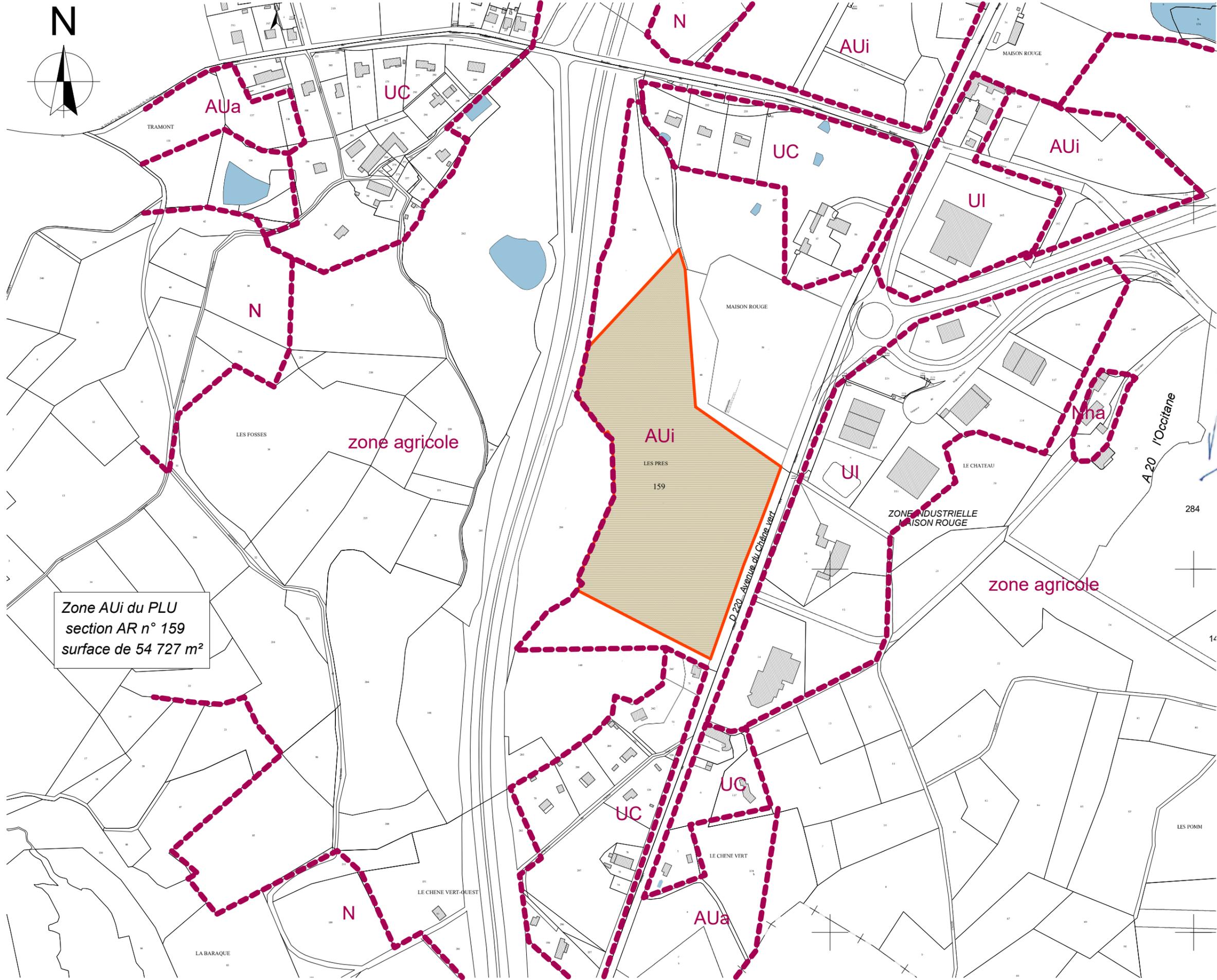
Avenue du Chêne Vert 87270 BONNAC LA COTE



Arnaud BRUNEL
Président
[Signature]

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

	Projet :	Maître d'ouvrage :	Plan :	Ech: 1:25000	Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN
	REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	Plan de situation du terrain Date: 01/06/2020	N° plan : PC1.1	



Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.



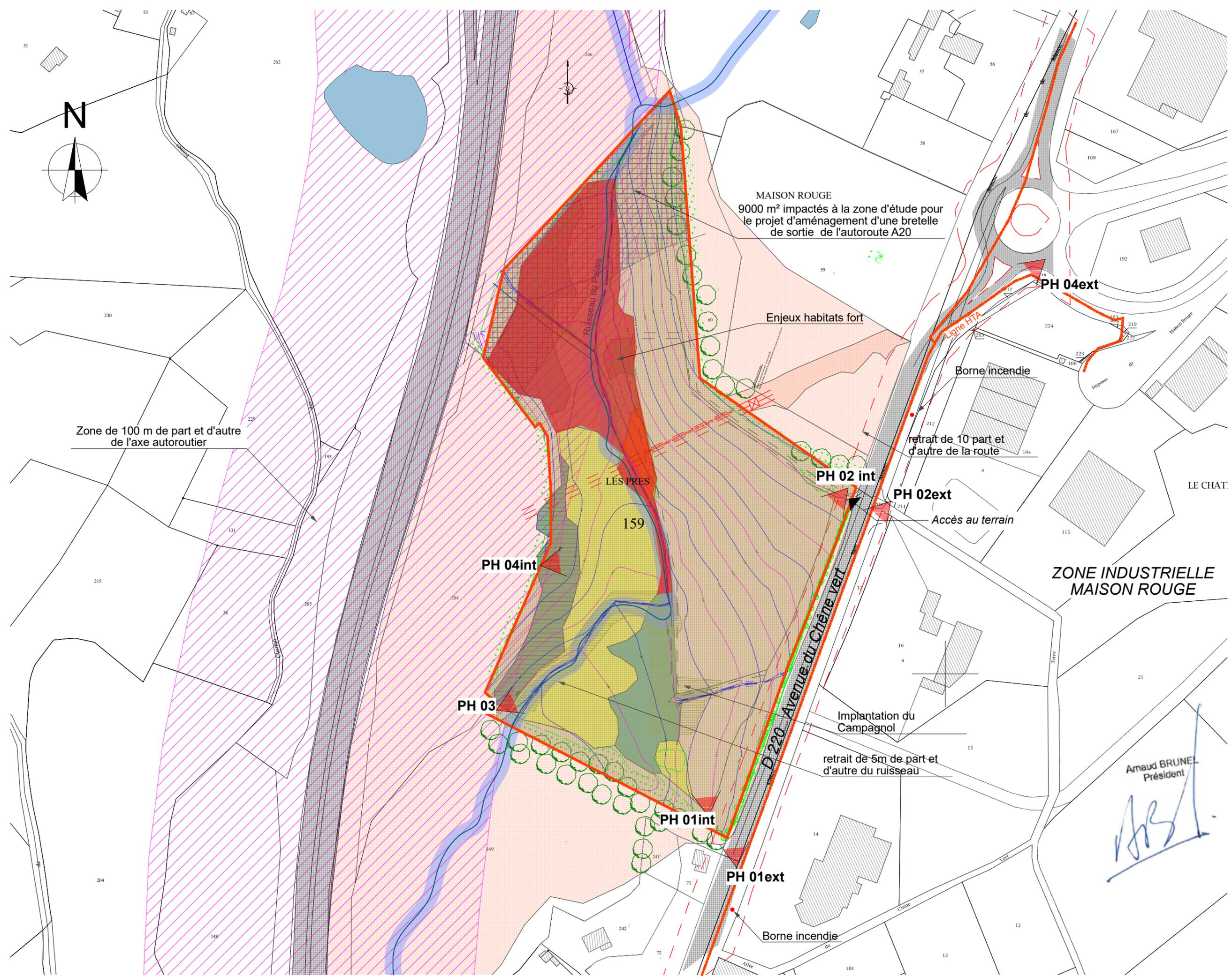
Projet :
REALISATION D'UN PARC AU
SOL PHOTOVOLTAÏQUE

Maître d'ouvrage :
SAS PARC SOLAIRE DE
MAISON ROUGE
Commune projet :
87270 BONNAC LA COTE

Plan :
Cadastre / Urbanisme
Date: 01/06/2020

Ech: 1:4000
N° plan : PC1.2

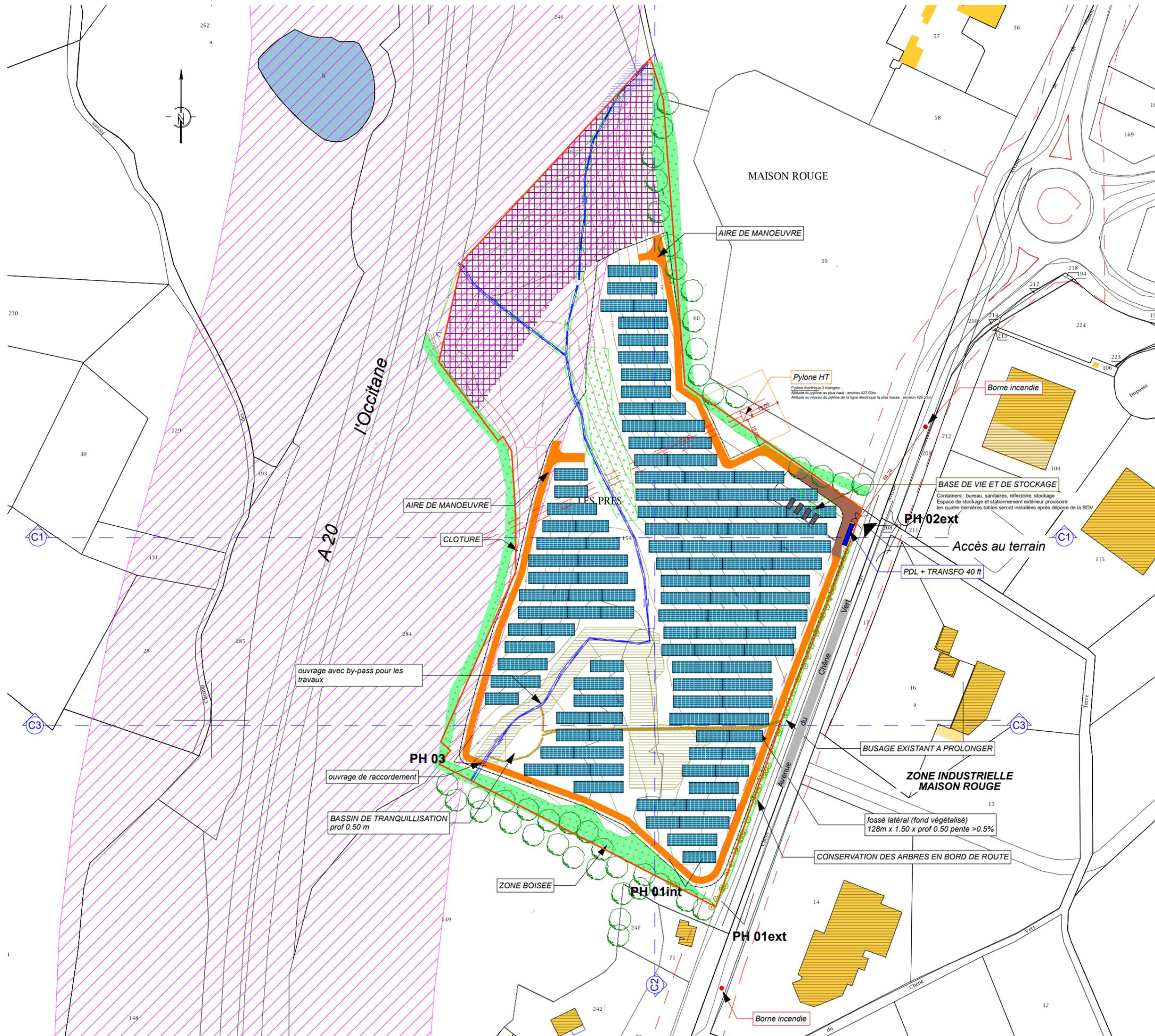
Architecte :
Crystel AMADEI
ARCHITECTE DPLG
13124 PEYPIN



Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

IRISOLARIS <small>promoteur de la transition énergétique</small>	Maître d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE		Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 13124 PEYPIN	
	Plan : Plan de masse existant		Ech: 1:2000 N° plan : PC2.1	
Projet : REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE		Date: 01/06/2020		

Amaud BRUNET
Président

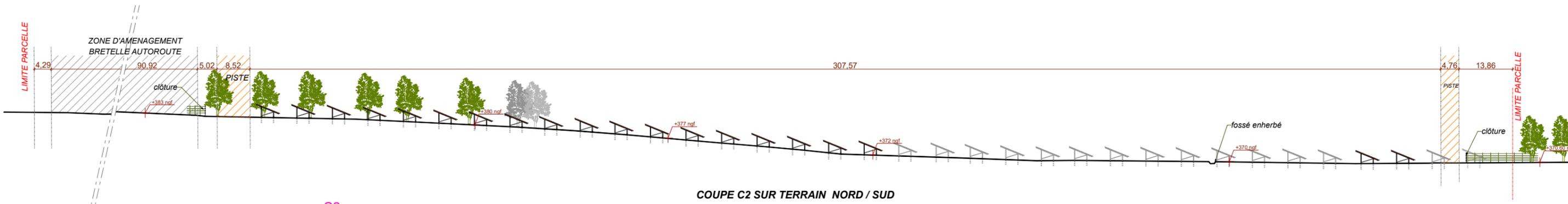


Surface clôturée 38 315 m²
 Surface projetée au sol des panneaux : 15 800 m²
 Installation de 69 TABLES 6H12 et 43 TABLES 6H8
 soit 7 032 modules
 Puissance estimée 3 516 kWc

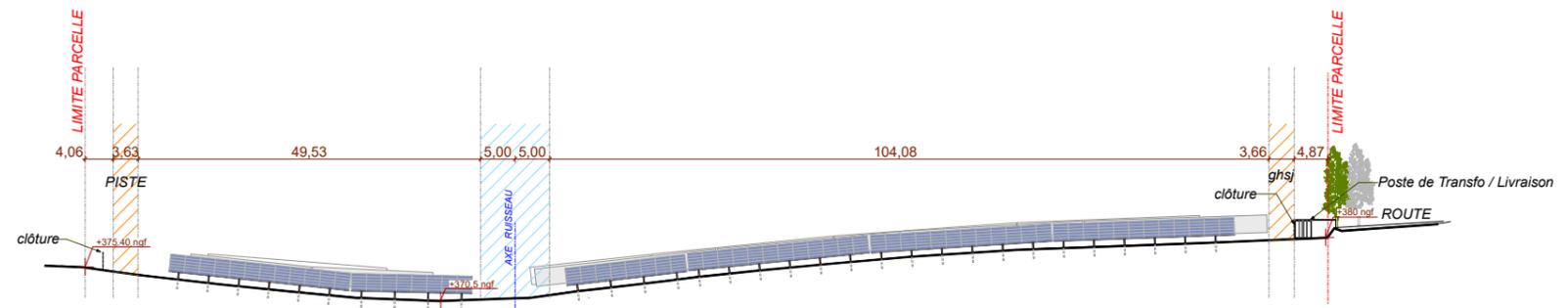
Piste de ceinture du site DFCI
 Piste légère larg 3.5m
 Piste lourde

Projet : REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	
Maître d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS	
Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	
Architecte : Crystal AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN	
Plan :	Ech: 1:1000
Plan de masse projeté	N° plan : PC2.2
Date: 01/06/2020	

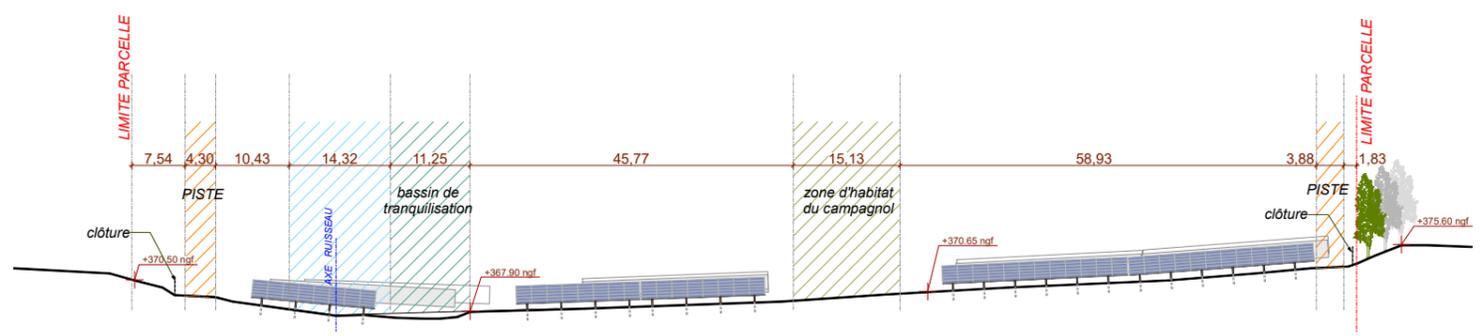
Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.



COUPE C2 SUR TERRAIN NORD / SUD



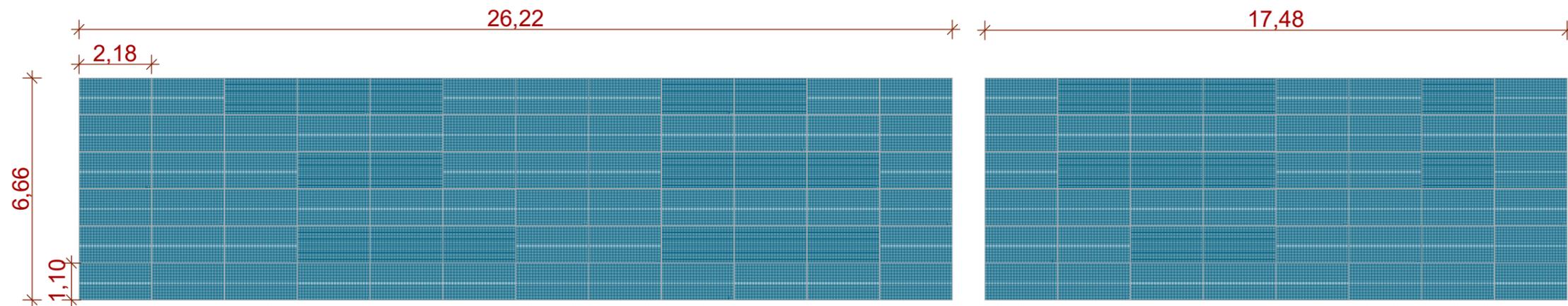
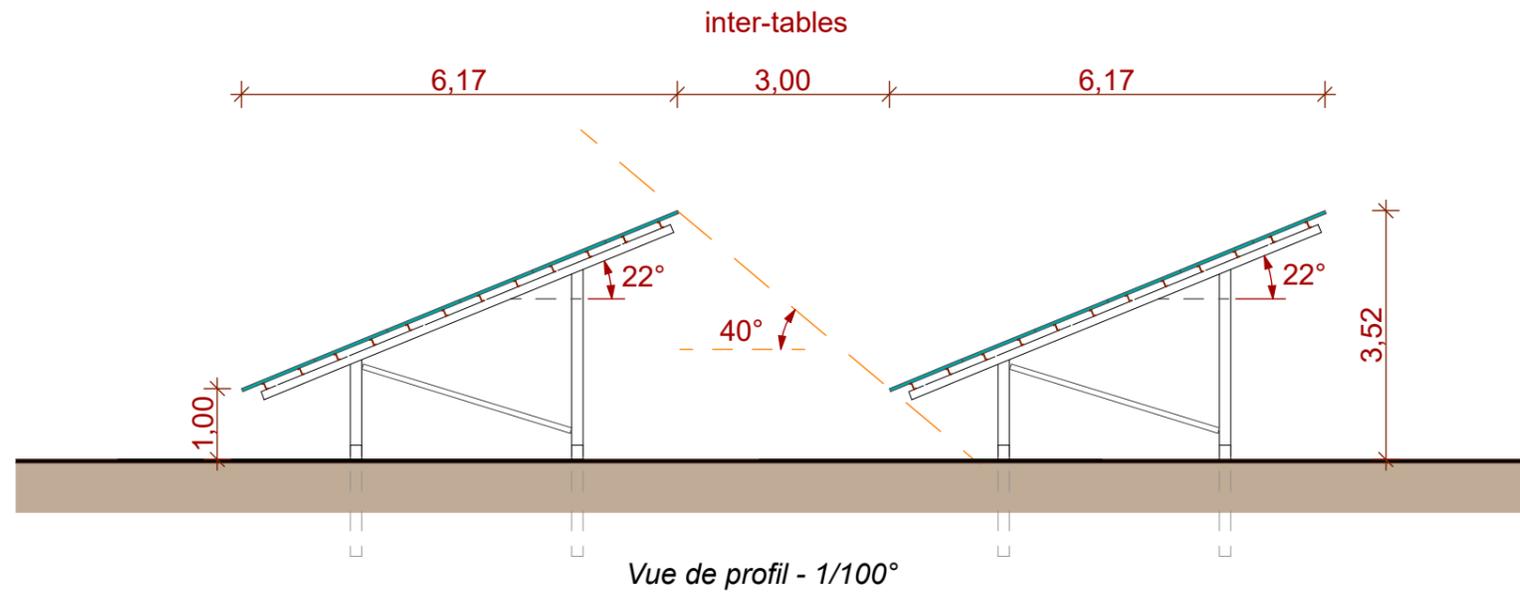
COUPE C1 SUR TERRAIN EST / OUEST



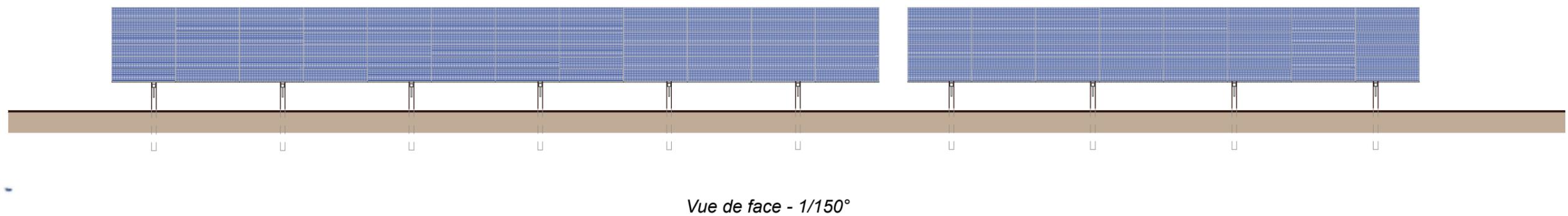
COUPE C3 SUR TERRAIN EST / OUEST

Projet : REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	
Maître d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	
Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN	
<div style="text-align: right;"> Arnaud BRUNET Président </div>	
Plan : Coupes du terrain	Ech: 1:500, 1:2000
Date: 01/06/2020	N° plan : PC3.3

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.



Développé des types de tables : 6H12 et 6H8 - 1/150°

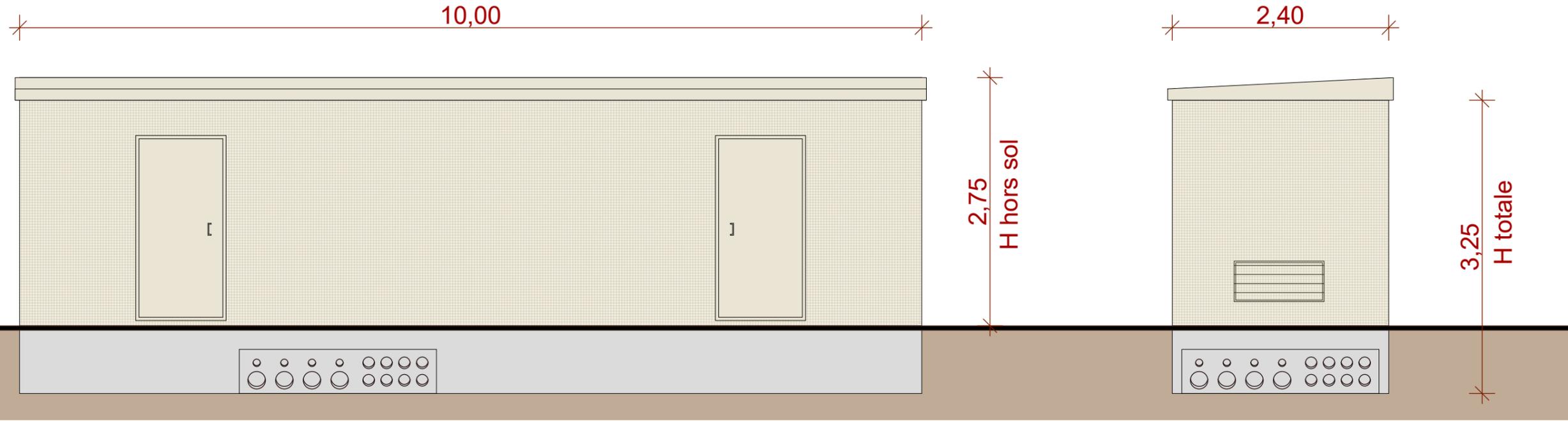
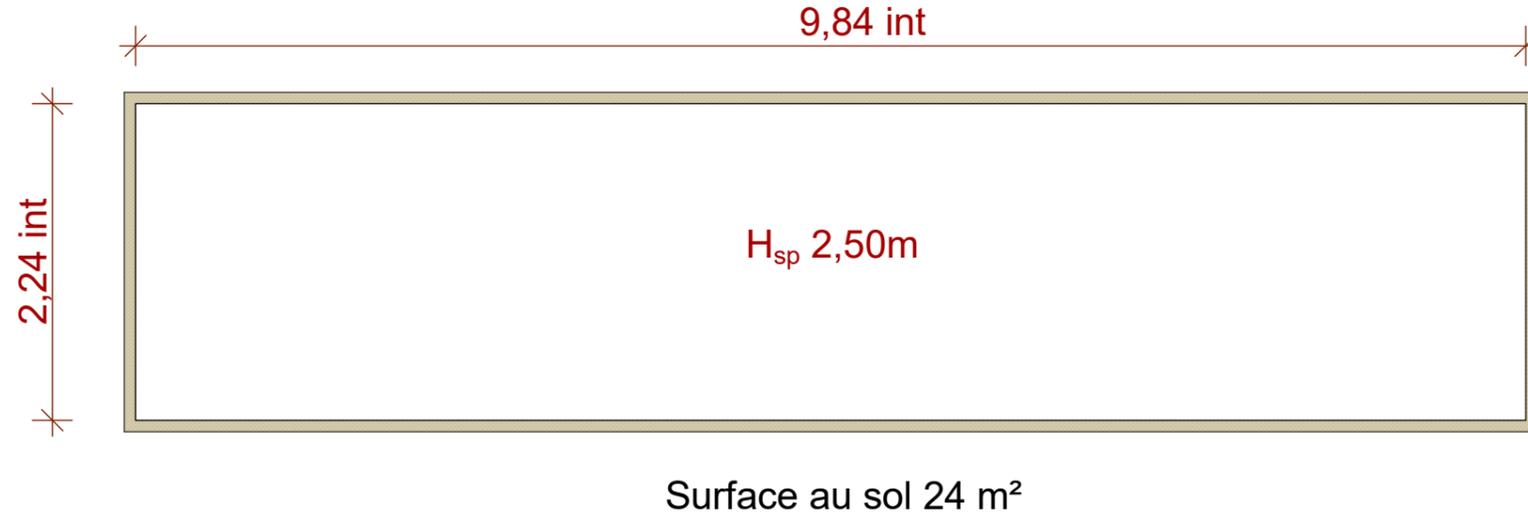


Amaud BRUNEL
Président

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

	Projet :	Maître d'ouvrage :	Plan :	Ech: 1:150, 1:100	Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN
	REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	Structure des Tables Date: 01/06/2020		

POSTE DE LIVRAISON / TRANSFORMATION



- Poste préfa béton armé - IP25D (voire IP33) - IK10 - IP2X
- Structure acier - Tenue au feu
- Compartimentable
- Ventilation et ouvrants personnalisables
- Couleurs extérieure au choix
- Talutable

Arnaud BRUNEL
Président

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.



Projet :
REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE

Maître d'ouvrage :
SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE
Commune projet :
87270 BONNAC LA COTE

Plan :
Façades Local PV/PDL/PTR
Date: **01/06/2020**

Ech: **1:50**
N° plan : **PC5.2**

Architecte :
Crystel AMADEI
ARCHITECTE DPLG
13124 PEYPIN

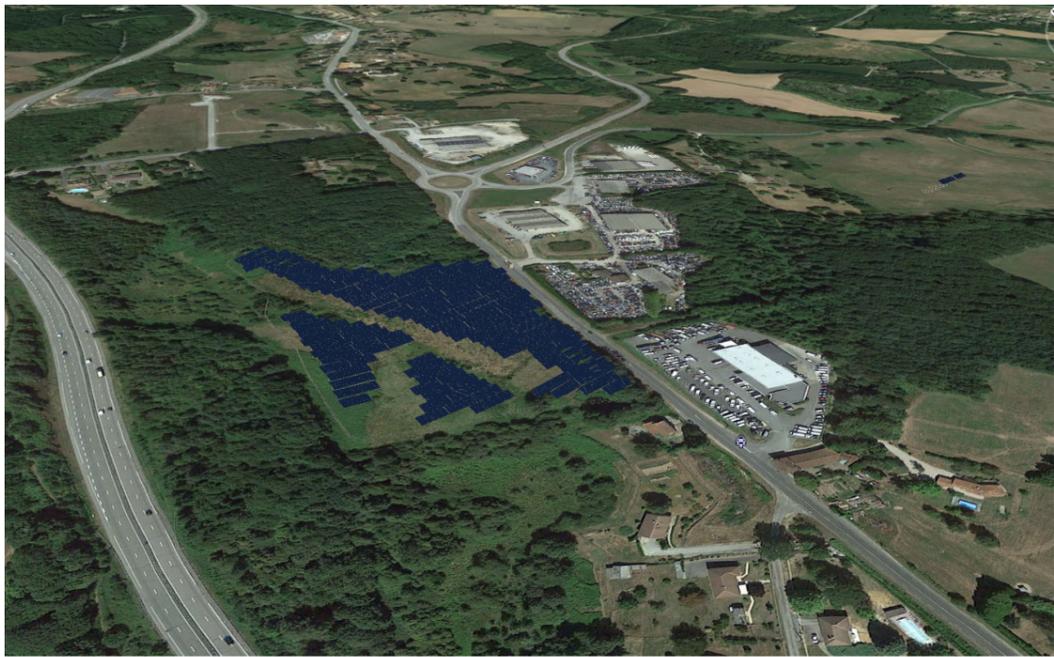


Amaud BRUNEL
Président




Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

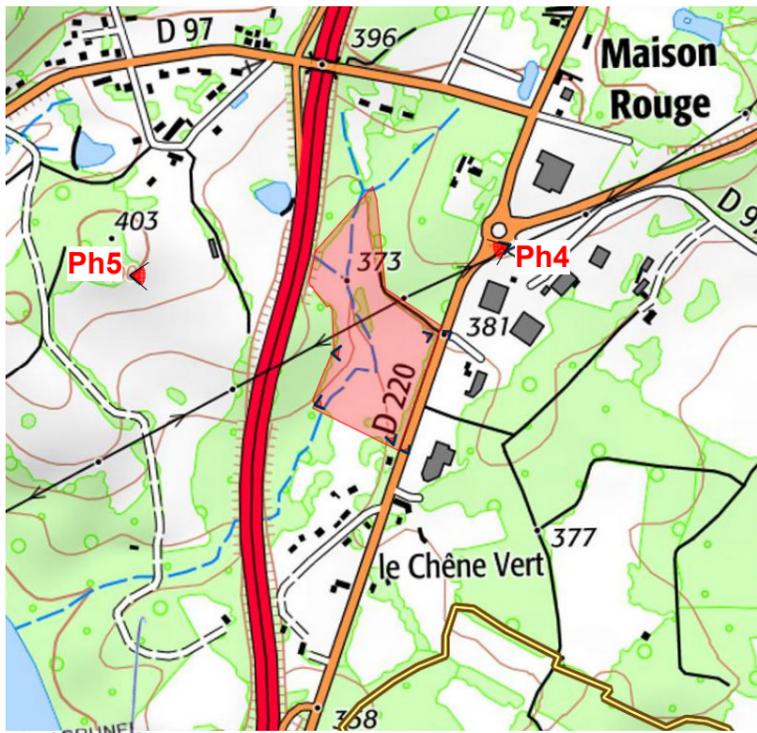
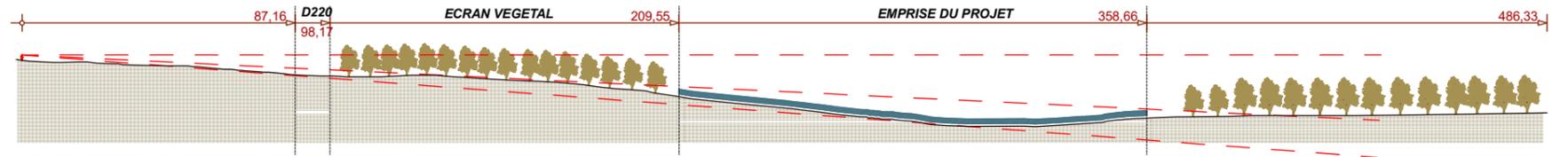
 <p>IRISOLARIS promoteur de la transition énergétique</p>	Projet : REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	Maître d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	Plan : Insertions paysagères Vue proche	Ech: N° plan : PC6.1	Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN
			Date: 01/06/2020		



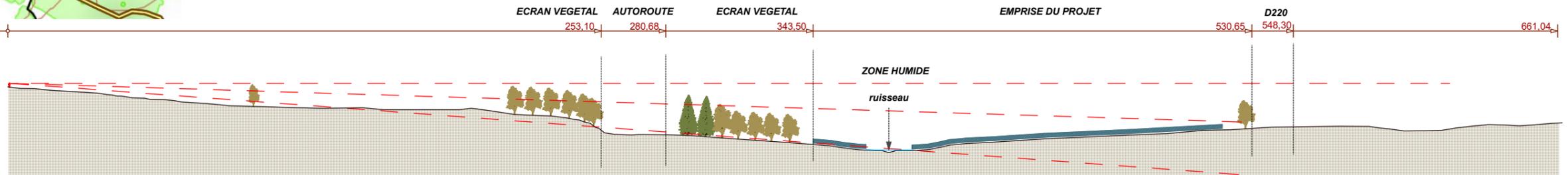
IMPLANTATION 3D EN VUE AERIENNE



POINT DE VUE INTERMEDIAIRE 4



POINT DE VUE INTERMEDIAIRE 5



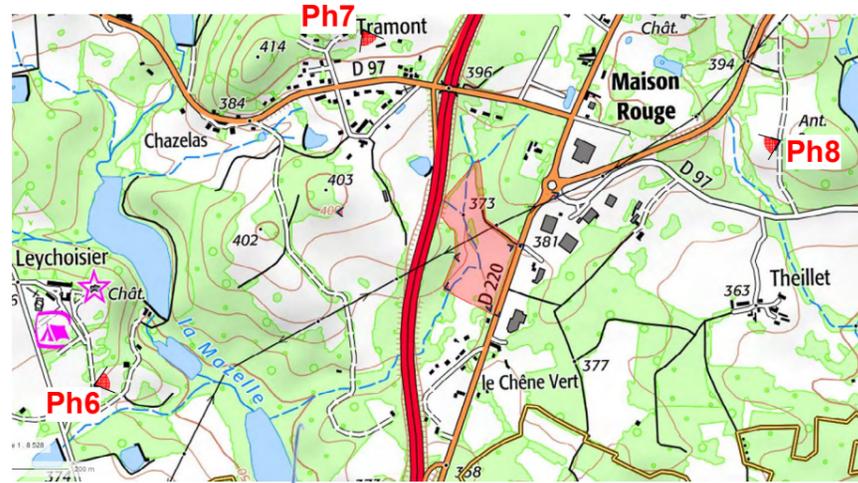
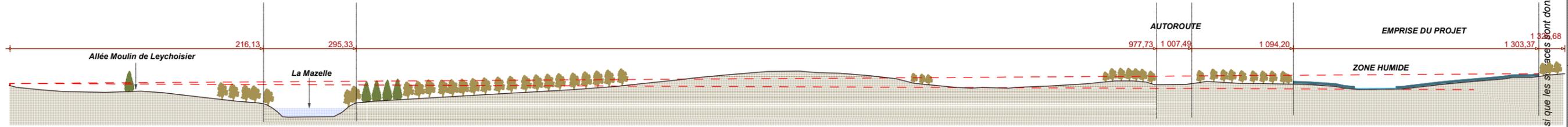
Amaud BRUNEL
Président
Saisissez du texte ici

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

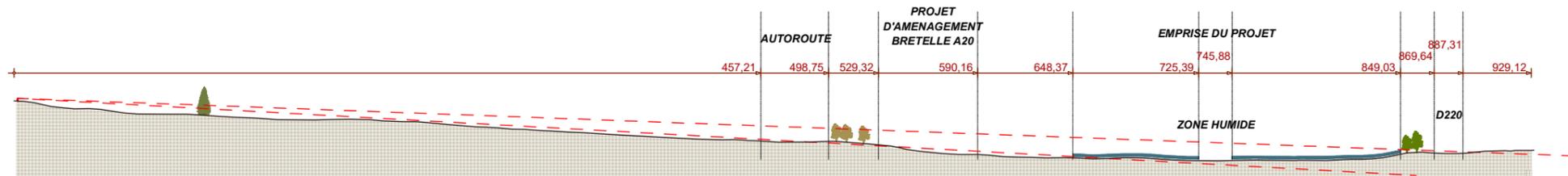
	Projet : REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	Maître d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	Plan : Insertions paysagères Vue intermédiaire Date: 01/06/2020	Ech: 1:2000, 1:2 N° plan : PC6.2	Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN



POINT DE VUE LOINTAIN 6



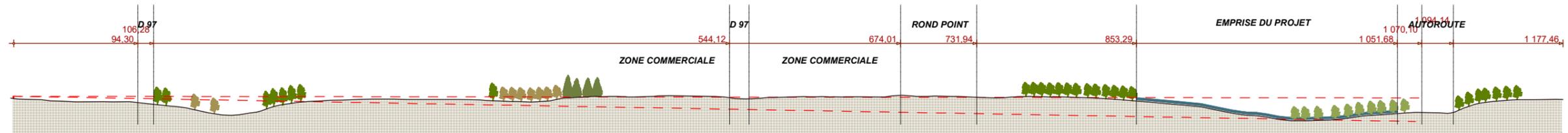
POINT DE VUE LOINTAIN 7



Amaud BRUNEL
Président



POINT DE VUE LOINTAIN 8



Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.



Projet :
REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE

Maître d'ouvrage :
SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE
Commune projet :
87270 BONNAC LA COTE

Plan :
Insertions paysagères Vue lointaine

Date: 01/06/2020

Ech: 1:3500, 1:3

N° plan : PC6.3

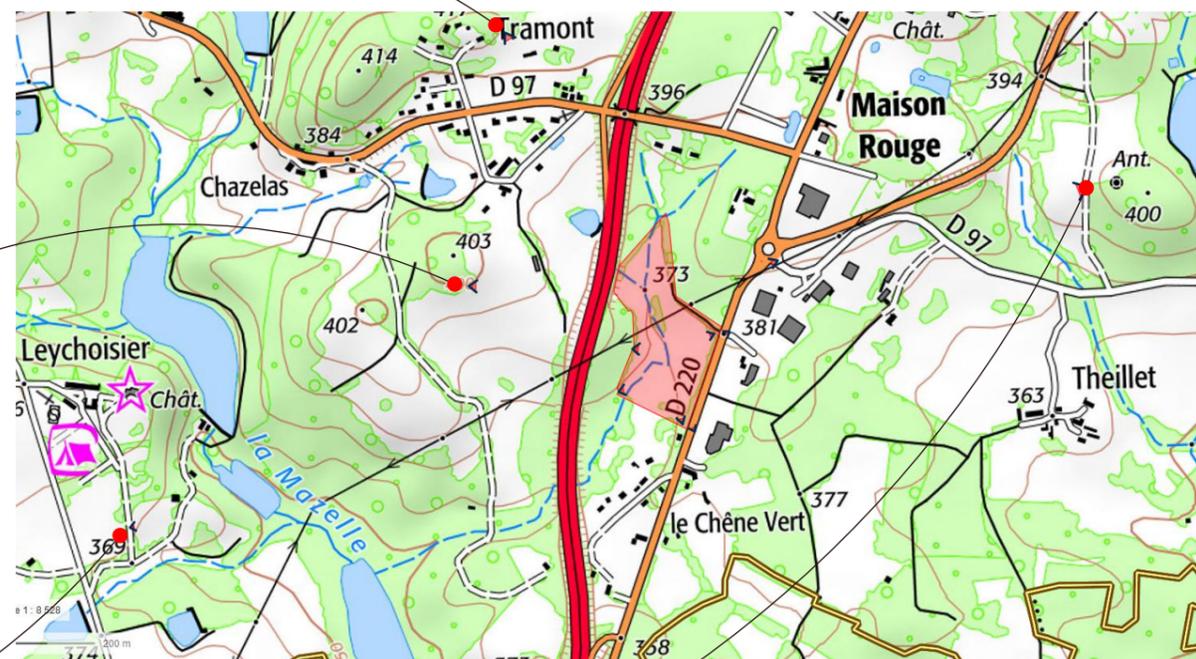
Architecte :
Crystal AMADEI
ARCHITECTE DPLG
13124 PEYPIN



Amaud BRUNEL
Président

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

	Projet :	Maître d'ouvrage :	Plan :	Ech: 1:2	Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN
	REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	Photographies vue proche Date: 01/06/2020	N° plan : PC7	



Amaud BRUNEL
Président

Ces documents sont destinés à obtenir une autorisation administrative. Exécution des ouvrages conformément aux règles de l'art et normes en vigueur. Les dimensions, les niveaux ainsi que les surfaces sont donnés à titre indicatif.

	Projet : REALISATION D'UN PARC AU SOL PHOTOVOLTAIQUE	Maître d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE Tour Lyon Bercy 173-175 Rue de Bercy PARIS Commune projet : 87270 BONNAC LA COTE	Plan : Photographies vue lointaine	Ech: 1:2	Architecte : Crystel AMADEI ARCHITECTE DPLG 5 Avenue du Pont PEYPIN
			Date: 01/06/2020	N° plan : PC8	

PC4. NOTE DESCRIPTIVE DU TERRAIN ET DU PROJET

Article R.431-8 du Code de l'Urbanisme

L'état initial du terrain et de ses abords

■ Le bâti dans l'environnement proche du site

Le projet de centrale solaire photovoltaïque au sol est situé en Haute-Vienne (87), dans la région Nouvelle Aquitaine. Le site est localisé sur la commune de Bonnac-la-Côte, entre l'Avenue du Chêne Vert et l'Autoroute A20, au lieu-dit Les Prés.

Le site est un sol naturel (terre et herbe) arboré en périphérie, sans construction existante.

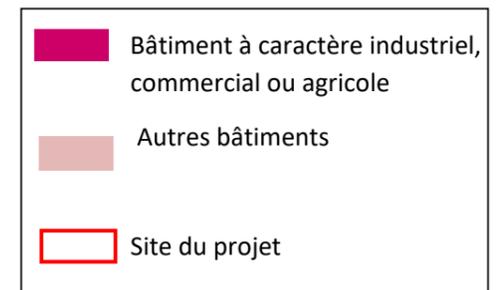
Le projet se localise dans une zone très peu urbanisée de la commune, sur la zone de Maison Rouge.

Carte : Bâtiments à proximité du site

PC4 - NOTICE DESCRIPTIVE



Source : Géoportail



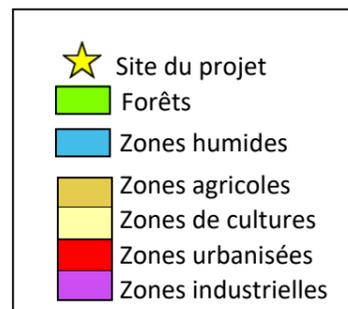
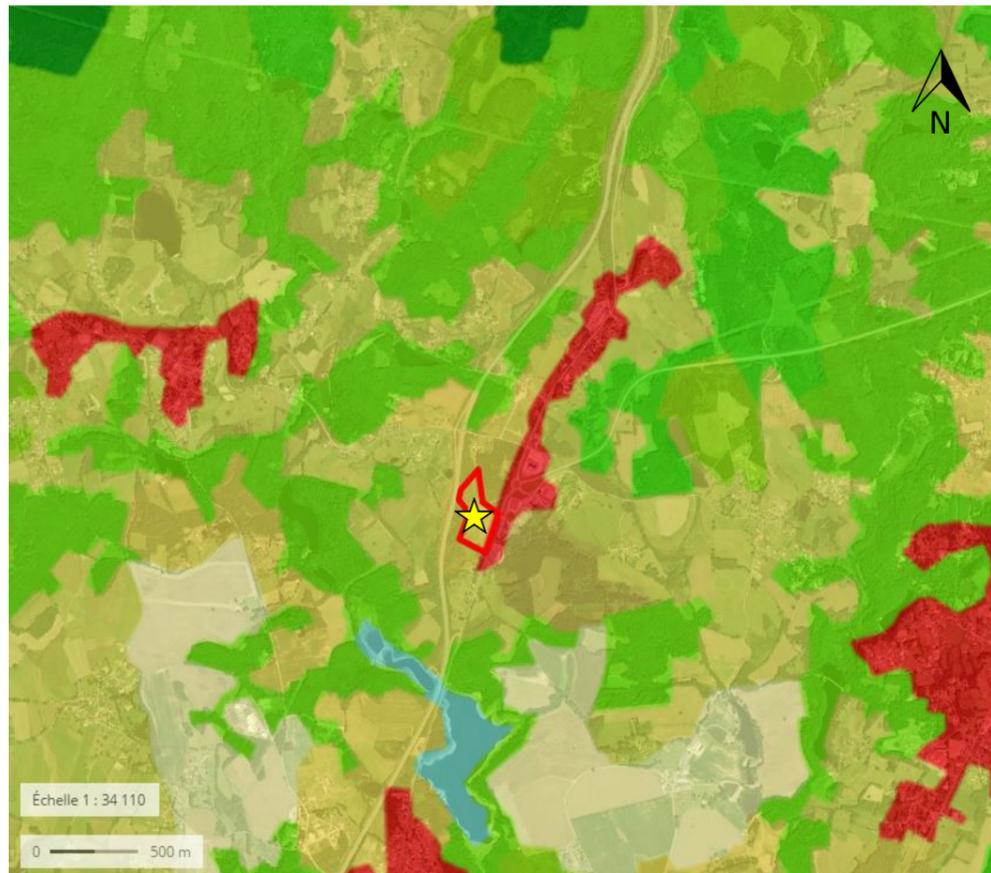
La végétation

Si l'on considère l'assiette du site projeté, les sensibilités environnementales paraissent faibles puisqu'il s'agit en partie d'une terre agricole, à faible valeur écologique.

Le site est situé à cheval sur un contexte d'activité agricole et un contexte à vocation industrielle, avec la Zone d'Activités de Maison Rouge.

Il est protégé visuellement au nord par une futaie de feuillus et à l'ouest en bord d'autoroute par une zone mélangée de feuillus et taillis.

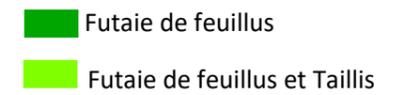
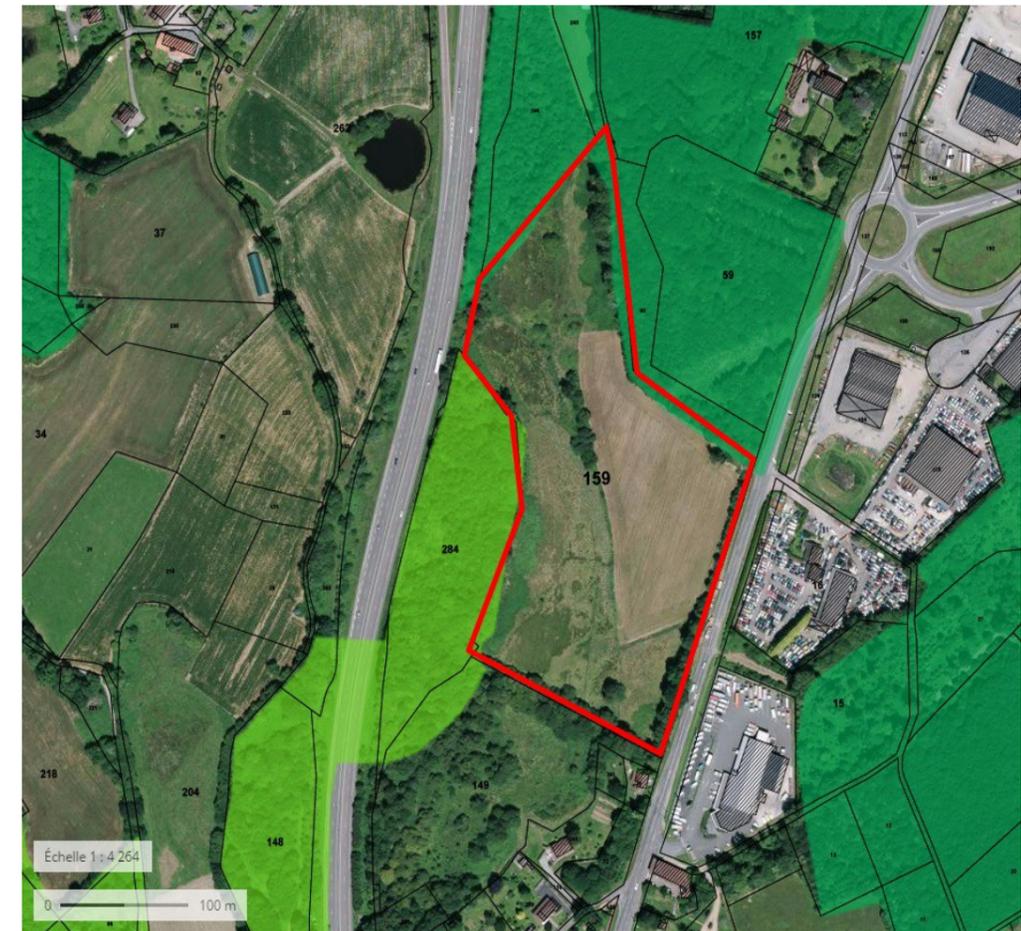
Carte : Occupation du sol (Corine Land Cover 2006)



Source : Géoportail

Arnaud BRUNEL
Président
Arnaud Brunel

Illustration : Schéma du site d'étude (Carte forestière v1)



Arnaud BRUNEL
Président
Arnaud Brunel

■ Réseaux publics

⌋ Réseau électrique

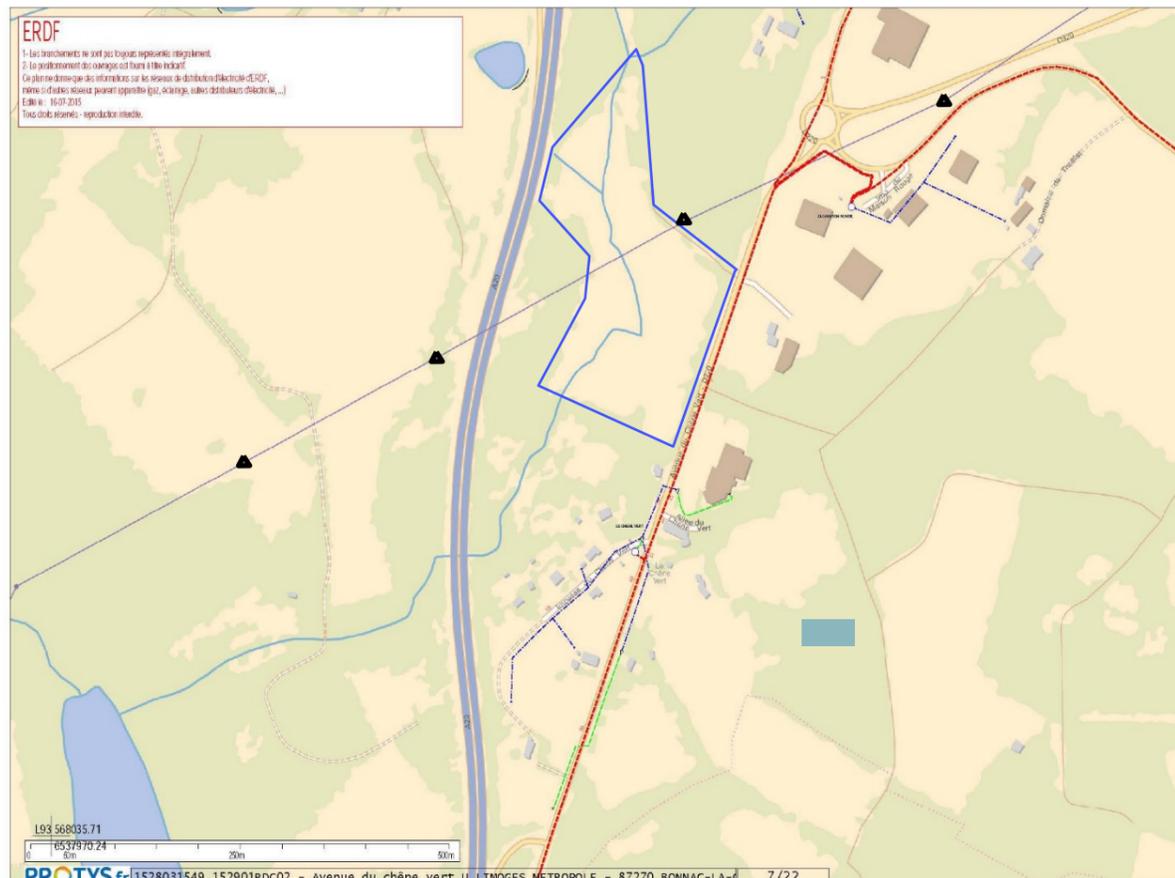
ENEDIS et RTE signalent au moins un réseau/ouvrage sur le site.

La HTA souterraine passe sous la route RD220.

Une ligne 900kV traverse le terrain en aérien, avec un poste en limite de parcelle ; il s'agit de la liaison n°1 Beaubreuil-Maureix.

Un poste client HTA est présent sur la parcelle F392.

Carte 1 : Emplacement des ouvrages électriques



- HTB Aérien 90 kV
- - - HTA souterraine
- Périmètre de la centrale
- ▲ Poste

Amaud BRUNEL
Président
A.B.

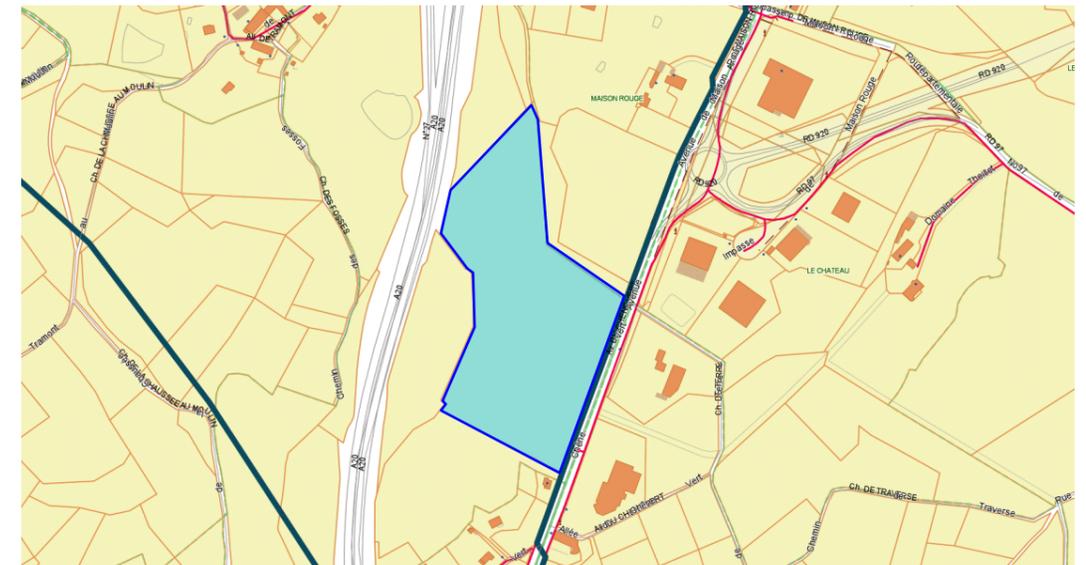
⌋ Réseau d'eau potable

La Station des Eaux de la Bastide fait état d'un ouvrage au droit de la parcelle concernée.

Les canalisations se trouvent sous accotement ou sous chaussée.

La distribution d'eau est destinée à la consommation humaine, à l'alimentation en eau industrielle ou à la protection contre l'incendie, en pression ou à écoulement libre.

Carte 2 : Emplacement des ouvrages



- Périmètre de la centrale

Amaud BRUNEL
Président
A.B.

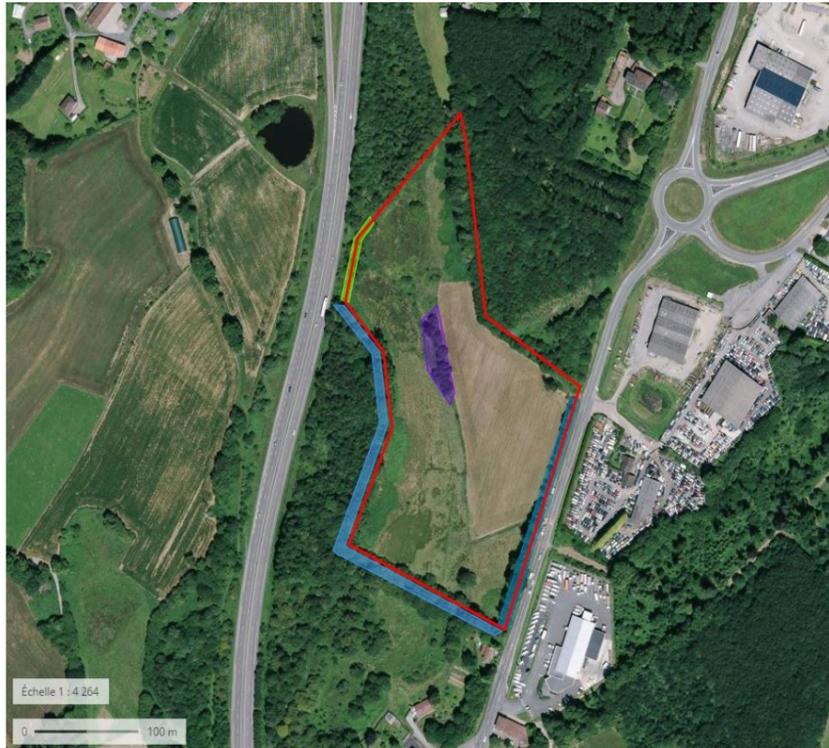
Le projet

L'aménagement du terrain, suppressions et modifications

Aménagement

Le site projeté pour l'implantation présente des espaces boisés, sur les parcelles limitrophes au nord depuis l'autoroute et le rond-point de Maison Rouge, et à l'ouest depuis l'autoroute, qui constituent une protection visuelle naturelle.

Carte : Aménagement du site



Sources : Géoportail

	Suppression du boisement
	Renforcement de la haie
	Conservation espace boisé
	Site du projet

Construction

Un seul local technique sera construit (postes de transformation et poste de livraison). Ce local ne nécessite pas une présence humaine de longue durée. Seules des unités techniques regroupant le matériel électrique seront implantées au cœur du site, à proximité des tables de panneaux solaires.

Ce poste sera implanté à proximité de la limite extérieure du site, en bordure de l'espace public. Cette unité présentera le poste de livraison qui symbolise la limite de connexion avec le gestionnaire du réseau électrique. Celle-ci sera implantée à proximité de la voie d'accès au site.

Amaud BRUNEL
Président

L'implantation, l'organisation, la composition et le volume des constructions nouvelles

Terrain

Commune : Bonnac-la-Côte (87)

Lieu-dit : Les Prés

Type de terrain : Friche naturelle

Surface parcelle : 5.47 ha

Dimensions du terrain disponible : 4.1 ha

Surface clôturée : 3.8 ha

Modules

Type de modules : VERTEX 500W dernière génération

Fabricants (ex) : TRINA SOLAR

Acteurs du projet

Développeur/Investisseur :

SAS Parc Solaire de Maison Rouge

Bureau d'études techniques :

Société IRISOLARIS

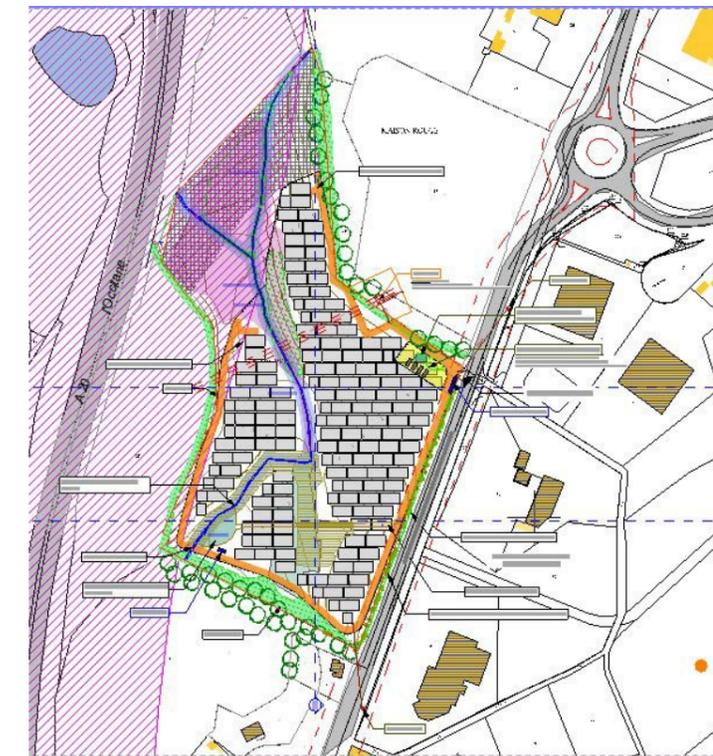
Centrale photovoltaïque

Onduleurs potentiels : SUNGROW ou équivalent

Énergie produite (prévision) : 4 006 MWh/an

Plan de composition

Illustration : Extrait du plan de masse

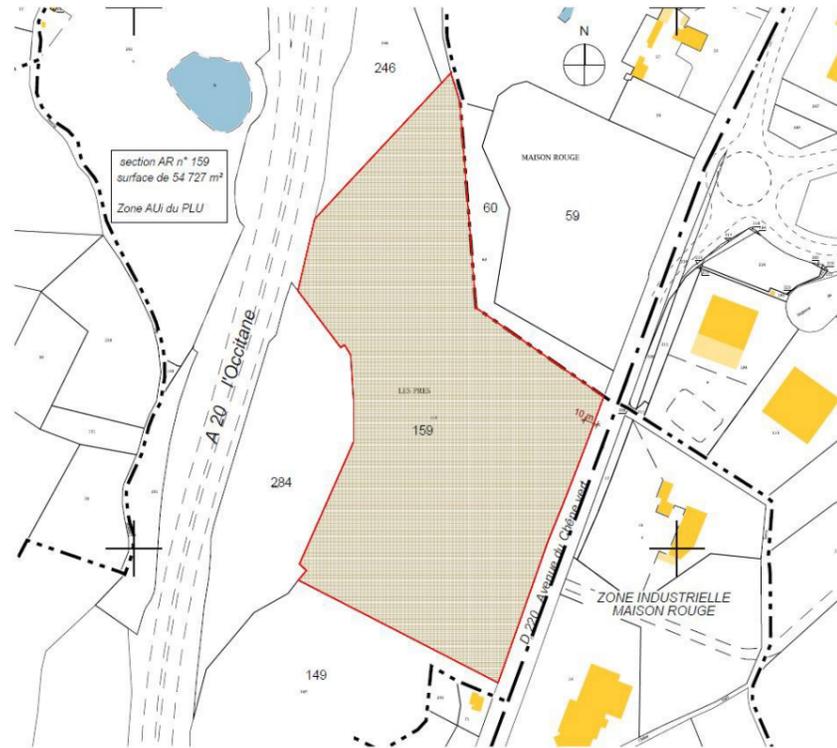


Amaud BRUNEL
Président

Plan cadastral

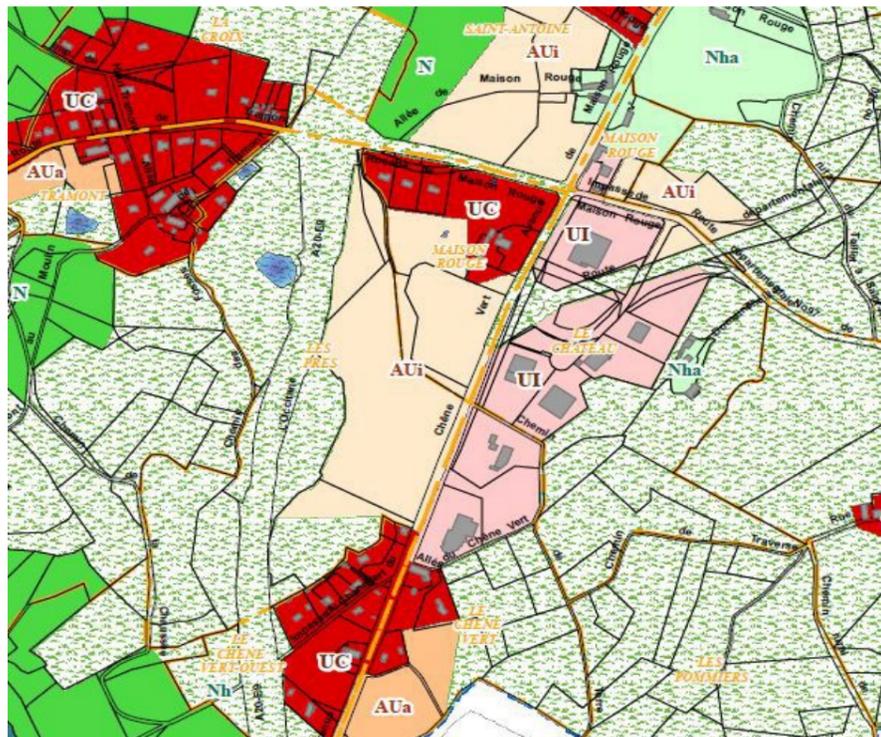
Le projet constituant le permis de construire est situé sur la parcelle AR 159 de la commune de Bonnac-la-Côte.

Carte : Parcelle cadastrale



Source : cadastre.gouv.fr

Carte : Extrait zonage PLU



Locaux techniques

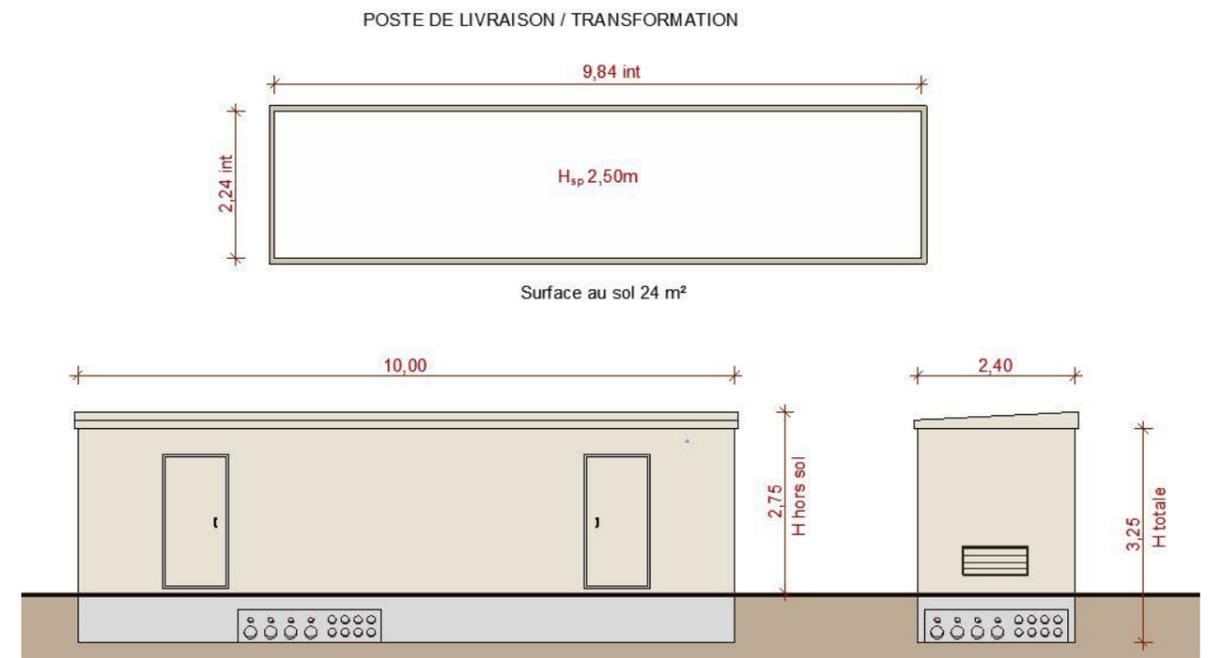
Le parc photovoltaïque nécessitera la présence d'un poste de transformation pour les onduleurs associé à un poste de livraison. Les onduleurs convertissent le courant continu sortant des modules en courant alternatif adapté au réseau. Les transformateurs élèvent la tension électrique afin de la rendre compatible avec la tension du réseau. Le poste de livraison regroupe toute l'électricité produite afin de l'envoyer directement vers le point de raccordement défini avec ERDF/ENEDIS.

Ainsi, un local sera présent à l'entrée du site :

1. Le poste transfo-onduleurs / livraison :

Il s'agit du poste transfo-onduleurs visible à proximité de l'accès. Ce local est un conteneur préfabriqué en béton armé, avec structure acier, compartimentable. Les ventilations et les portes métalliques sont personnalisables.

Illustration : Schéma du poste de transformation/onduleurs



Arnaud BRUNEL
Président

Arnaud BRUNEL
Président

Défense incendie

Deux bornes incendies sont présentes en bord de départementale à moins de cent mètres de part et d'autre du projet.

Deux aires de retournements en bout de piste sont également prévues.

Illustration : Localisation des bornes incendie et des aires de retournement



La voirie périphérique, d'une largeur de 3.5 m, joue un rôle de tampon anti-incendie, les installations restant éloignées de 5 mètres de la clôture.

Un pictogramme dédié au risque sera apposé à l'extérieur du site, au niveau du portail d'accès des secours, ainsi qu'au niveau des locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie.

Une coupure simultanée de l'ensemble des onduleurs sera installée.

Le site sera équipé d'extincteurs appropriés au risque et en nombre suffisant.

L'emplacement des locaux techniques onduleurs, les consignes de protection contre l'incendie, la nature et les moyens de secours internes seront signalés sur le plan destiné aux secours.

Amaud BRUNEL
Président

Saisissez du tex

Le traitement des constructions, clôtures, végétations ou aménagements en limite de terrain

Modules photovoltaïques

Le projet vise à implanter une centrale solaire sur les parcelles disponibles. Le projet comprend l'implantation de pieux battus sur lesquels seront fixés les modules photovoltaïques, éléments principaux du projet. Les onduleurs et transformateurs électriques sont répartis sur le site pour correspondre à l'architecture électrique de celle-ci. Le projet possèdera une voirie principale périphérique permettant l'accès aux installations et ceinturant le site pour les opérations de maintenance et l'accès aux équipements. Cette piste engendre un recul des installations par rapport à la limite de terrain.

Clôture

La clôture d'une hauteur de 2.50 m sera composée de mailles rectangulaires de couleur verte. Elle viendra se substituer aux défauts de la clôture existante. Elle disposera à intervalle régulier d'un entrefer adapté au passage de la petite et moyenne faune.

Illustration : Clôture en bordure de site



Amaud BRUNEL
Président

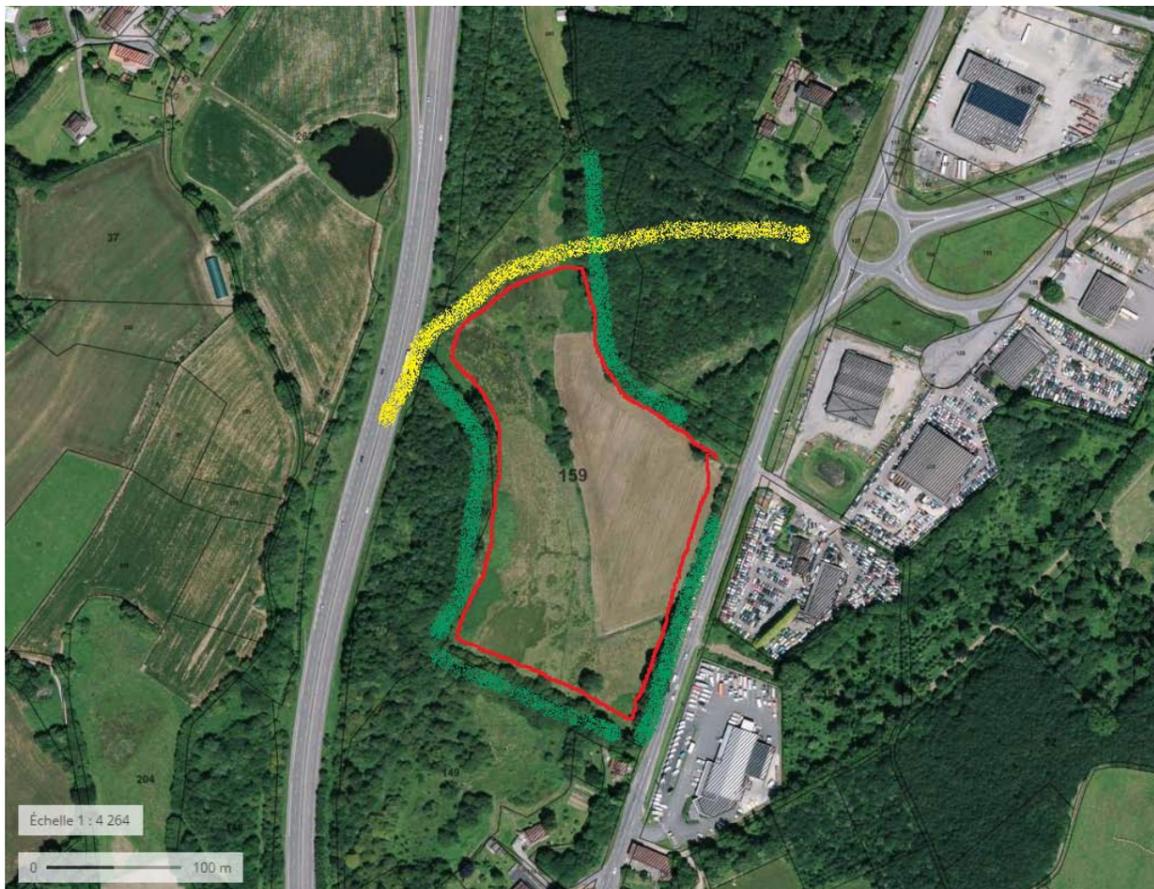
Végétation en limite de terrain

Tous les boisements situés à l'extérieur du site du projet seront conservés. La haie au nord du site sera renforcée.

La phase travaux prendra en compte un travail sur la végétation en limite de propriété. Certaines portions de haies seront en effet renforcées au nord du site.

Un entretien de type fauche tardive en faveur de la biodiversité sera mis en place pendant la période d'exploitation de la centrale.

Carte : Végétation en limite de terrain



Sources : Géoportail

- Bretelle de sortie de l'autoroute A20
- Conservation espace boisé
- Site d'implantation du projet

Arnaud BRUNEL
Président

Les matériaux et les couleurs des constructions

Le projet de centrale solaire au sol est composé de locaux techniques et d'installations de systèmes de production d'électricité à partir de l'énergie radiative du soleil. Les panneaux solaires sont disposés sur des structures en aluminium.

Le poste de transformation / livraison en bordure de site sera en béton enduit (teinte au choix selon les préconisations locales de ENEDIS) vert ou beige (possibilité de bardage bois)

Illustration : Exemple de poste mixte



Arnaud BRUNEL
Président

L'organisation et l'aménagement des accès

Les engins de chantier et les véhicules lourds acheminant les éléments de la centrale solaire utiliseront la route Départementale et emprunteront la voie d'accès prévue par le projet pour rejoindre le cœur du site.

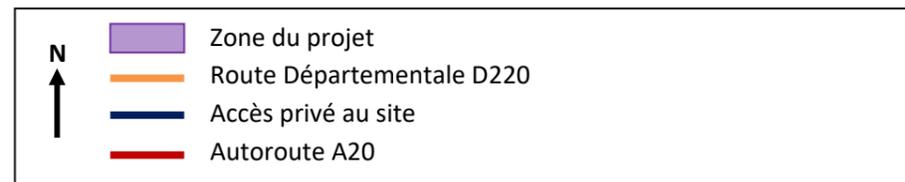
Les caractéristiques techniques des engins qui devront emprunter ces voies d'accès font que les chemins utilisés devront avoir un empiètement de 4 mètres au minimum avec un accotement stabilisé de chaque côté.

Les chemins créés dans le site pour accéder aux locaux techniques (locaux onduleurs, poste de livraison) seront également dimensionnés pour recevoir les engins de chantier et par la suite les véhicules de maintenance, représentées dans la carte suivante.

Aucune voie temporaire ne sera créée.

Aucune emprise autre que celle appartenant à l'aire de la centrale solaire ne sera utilisée.

Carte



Carte : Circulation sur le site



- Piste lourde
- Piste légère

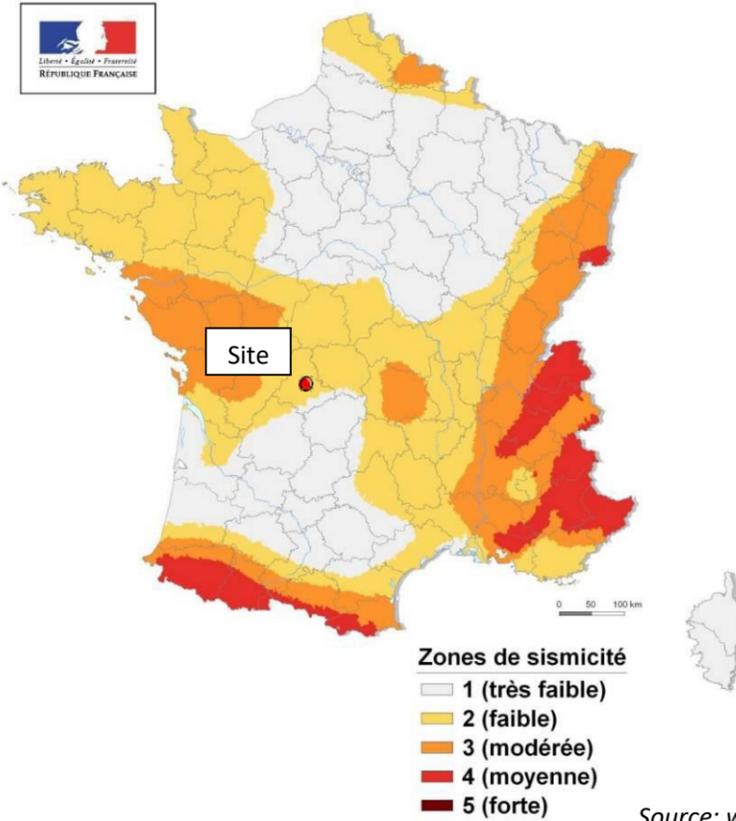
Amaud BRUNEL
Président
[Signature]

Amaud BRUNEL
Président
[Signature]

Aléas sismiques de la zone

Art. R.431-16 d) du Code de l'Urbanisme

Carte : Aléa sismique de la France



La Haute-Vienne est désormais partagée en une large zone nord-ouest de sismicité 2 et une zone sud-est de sismicité 1.

La commune de Bonnac-la-Côte se situe dans une zone de sismicité de classe 2, à risque sismique faible.

Amaud BRUNEL
Président

L'arrêté du 15/09/2014 modifiant celui du 22/10/2010 prescrit la classification et les règles de construction applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ». Les centrales photovoltaïques au sol sont considérées comme des centres de production collective d'énergie. A ce titre, elles sont soumises aux règles parasismiques suivantes :

- Les bâtiments de ces centres de production d'énergie collective sont classés :
 - En catégorie III si la puissance est supérieure à 40 MW électriques
 - **En catégorie I sinon.**

Illustration : Règles parasismiques

	I	II	III	IV
Zone 1	aucune exigence			
Zone 2				
Zone 3	PS-MI ¹	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	
Zone 4	PS-MI ¹	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	
Zone 5	CP-MI ²	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	

Source : « la nouvelle réglementation parasismique applicable aux bâtiments », Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

La puissance du projet étant inférieure à 40 MW, et se situant en dans une zone 2, aucune exigence n'est demandée.

Amaud BRUNEL
Président

PCI1 - ETUDE D'IMPACT ET
RÉSUMÉ NON TECHNIQUE
(VOIR DOCUMENTS JOINTS)





SEM
SIPEnR



IRISOLARIS
promoteur de la transition énergétique

 **Limoges
Métropole**

Communauté urbaine

SAS Parc Solaire de Maison Rouge

Tour Lyon Bercy
173-175 Rue de Bercy
75012 Paris